

L'ÉCONOMIE INFORMELLE : IMPACTS SUR LA COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES ET PROPOSITIONS DE MESURES D'INTÉGRATION



CGEM

Confédération Générale des Entreprises du Maroc
ⵜⴰⴳⴷⴰⵢⵜ ⵜⴰⵎⴳⴷⴰⵢⵜ ⵜⴰⵏⵜⴰⵏⵜⴰⵢⵜ ⵜⴰⵎⴳⴷⴰⵢⵜ | ⵏⵉⵎⴰⵔ
الإتحاد العام لمقاولات المغرب

Sommaire

Page



1. Contexte et objectifs de l'étude

3



2. Caractérisation de l'économie informelle

7



3. Impacts de l'économie informelle

12



4. Principales conclusions du benchmark

17



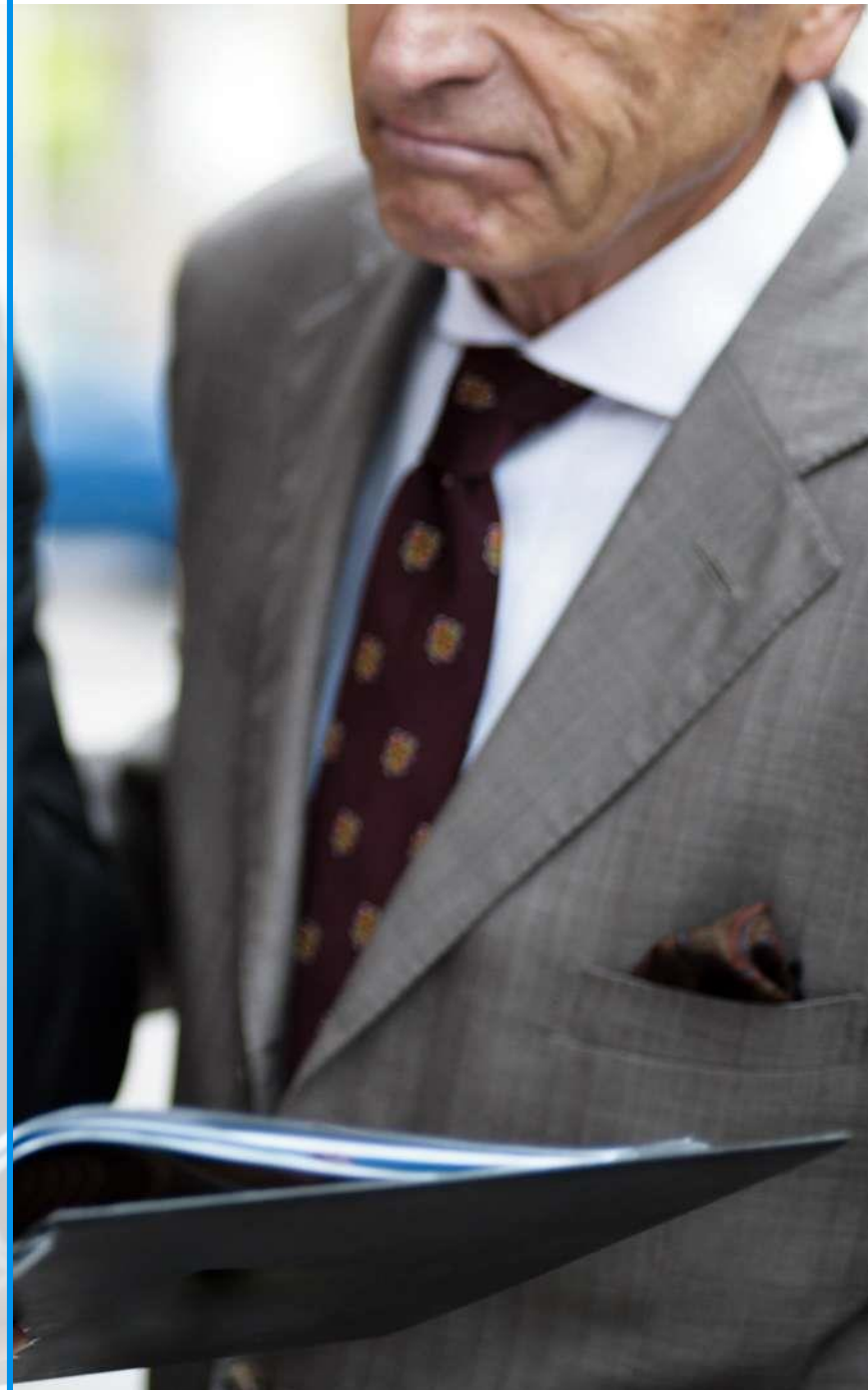
5. Recommandation de Plan d'actions

19

1. Contexte et objectifs de l'étude



الإتحاد العام لمقاولات المغرب
+ⴰⵎⴰⵔⴰⵏ ⴰⵎⴰⵔⴰⵏ ⴰⵎⴰⵔⴰⵏ ⴰⵎⴰⵔⴰⵏ ⴰⵎⴰⵔⴰⵏ
Confédération Générale des Entreprises du Maroc



L'étude visait à évaluer l'impact de l'informel et à proposer des mesures d'intégration pour ce secteur

Objectifs de l'étude

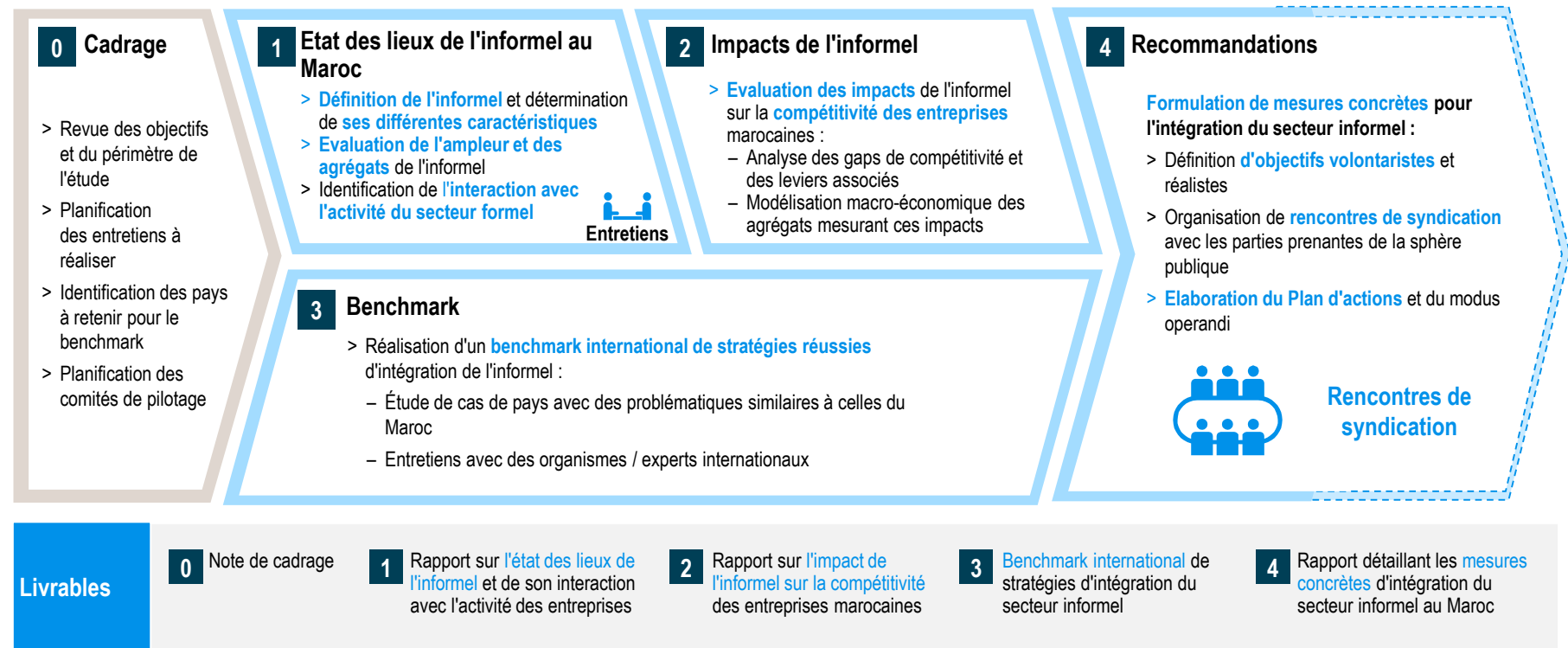
- > Analyser le secteur de l'informel, ses différentes formes et son impact sur la compétitivité des entreprises
- > Identifier les enjeux économiques et sociaux
- > Mesurer les impacts sur la compétitivité des entreprises
- > Proposer des mesures réalistes afin d'intégrer ce secteur

Livrables

- > Définition et caractéristiques du secteur informel au Maroc et son interaction avec l'activité et la compétitivité des entreprises
- > Impacts du secteur informel sur la compétitivité des entreprises marocaines
- > Benchmark avec des pays ayant suivi une stratégie réussie d'intégration du secteur informel
- > Proposition de mesures et solutions concrètes et applicables pour accompagner et intégrer les acteurs du secteur informel

Une approche inclusive a été adoptée, permettant d'évaluer l'ensemble des dimensions de l'Informel et de ses impacts

Méthodologie adoptée

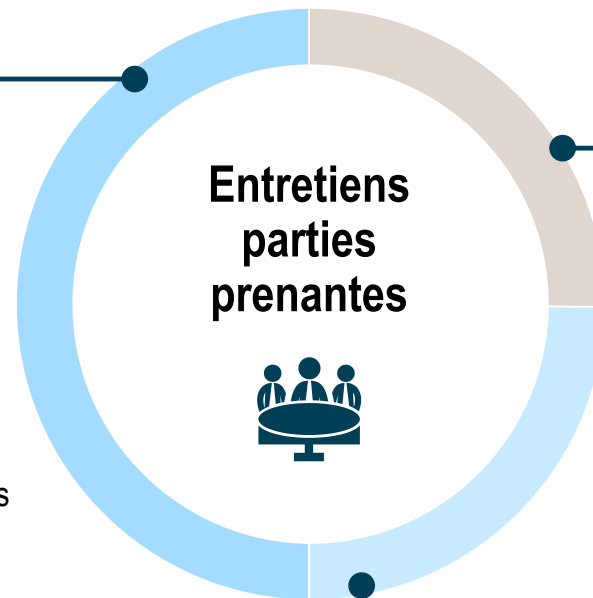


Les travaux se sont notamment appuyés sur les entretiens réalisés avec l'ensemble des parties prenantes

Cartographies des parties prenantes rencontrées dans le cadre de l'étude

Fédérations / Associations

- > Fédération du Transport
- > Fédération des Industries du Cuir (FEDIC)
- > Fédération Nationale de l'Agro-Alimentaire
- > Fédération Interprofessionnelle du Secteur Avicole (FISA)
- > Fédération Marocaine de Plasturgie "FMP"
- > Fédération Nationale du Bâtiment et des Travaux Publics (FNBTP)
- > Fédération du Textile
- > Fédération Nationale de l'Electricité, de l'Electronique et des Energies Renouvelables
- > Fédération des Industries Métallurgiques, Mécaniques et Electromécaniques
- > Fédération du commerce et des services
- > Fédération des Industries des Matériaux de Construction
- > Fédération des Industries Forestières, des Arts Graphiques et de l'Emballage
- > Association Marocaine pour l'Industrie et le Commerce de l'Automobile
- > Fédération de la Chimie et de la Parachimie



Organismes Publics

- > HCP
- > Bank Al Maghrib
- > Direction Générale des Impôts
- > Administration des Douanes et Impôts Indirects
- > Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique
- > Ministère de l'Intérieur

Acteurs de l'Informel

- > Enquête terrain ciblée auprès de plus de 100 acteurs de l'Informel, positionnés sur différents maillons de la chaîne de valeur et issus de différents secteurs (Commerce, Textile, Cuir, Agro-alimentaire, BTP, Transports et Logistiques, Equipements électroniques, Réparation Automobile, ...)

2. Caractérisation de l'économie informelle



الإتحاد العام لمقاولات المغرب
+ⵓⵃⵉ ⵜⴰⵎⴰⵏⴰⵙⵜ | ⵜⴰⵎⴰⵏⴰⵙⵜ | ⵜⴰⵎⴰⵏⴰⵙⵜ
Confédération Générale des Entreprises du Maroc



L'économie informelle comprend la production informelle, l'économie souterraine et les activités illégales

Panorama de l'économie non observée¹⁾



Périmètre de l'économie informelle retenu dans le cadre de cette étude :

- A Activités des UPIs – hors secteur primaire :** activités productives exercées par des entreprises non constituées en sociétés, non enregistrées et réalisant une production marchande
- B Activités illégales :** activités productives qui génèrent des biens et des services interdits par la loi ou qui sont illégales lorsqu'elles sont exercées par des producteurs qui n'ont pas d'autorisation (contrebande, contrefaçon, prostitution, trafic de drogue,...)
- C Economie souterraine:** Activités productives et légales mais délibérément soustraites au regard des pouvoirs publics pour éviter de payer des impôts ou de respecter certaines réglementations (travail au noir; sous facturation;...)

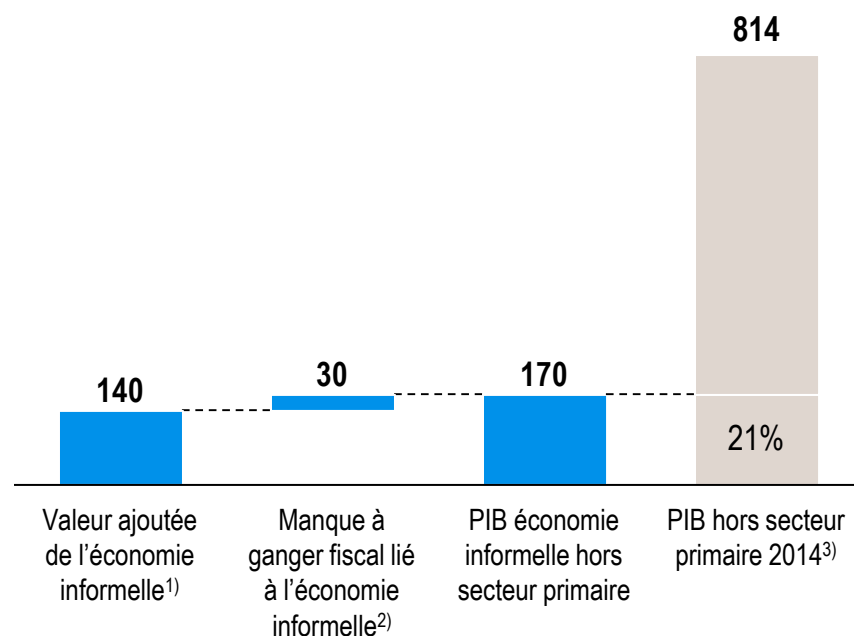
1) Ensemble des activités productrices de biens et de service qui échappent au regard ou à la régulation de l'Etat

2) Définition du secteur informel au sens du CIST en ligne avec la définition du BIT

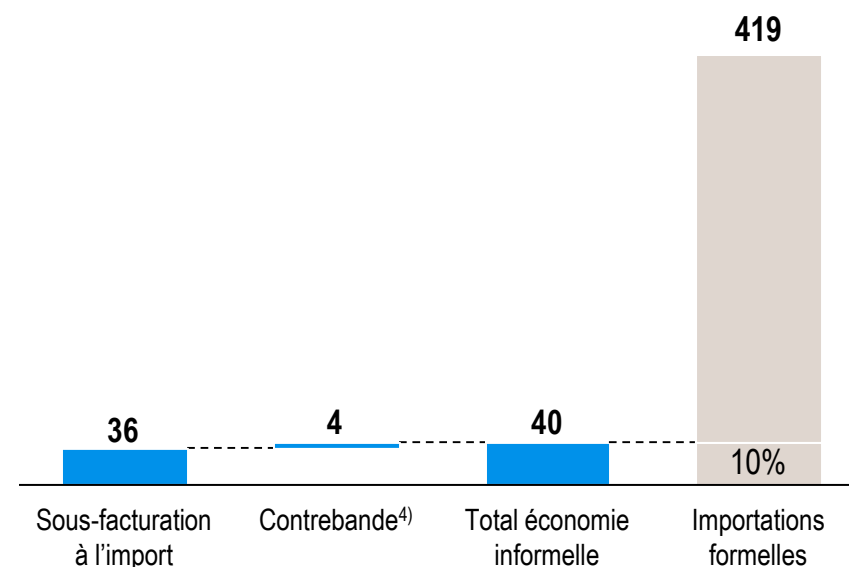
L'économie informelle pèse plus de 20% du PIB hors secteur primaire et 10% des importations formelles

Economie informelle [2014 ; hors secteur primaire ; Mds MAD]

Poids de l'économie informelle dans le PIB non agricole [2014 ; Mds MAD]



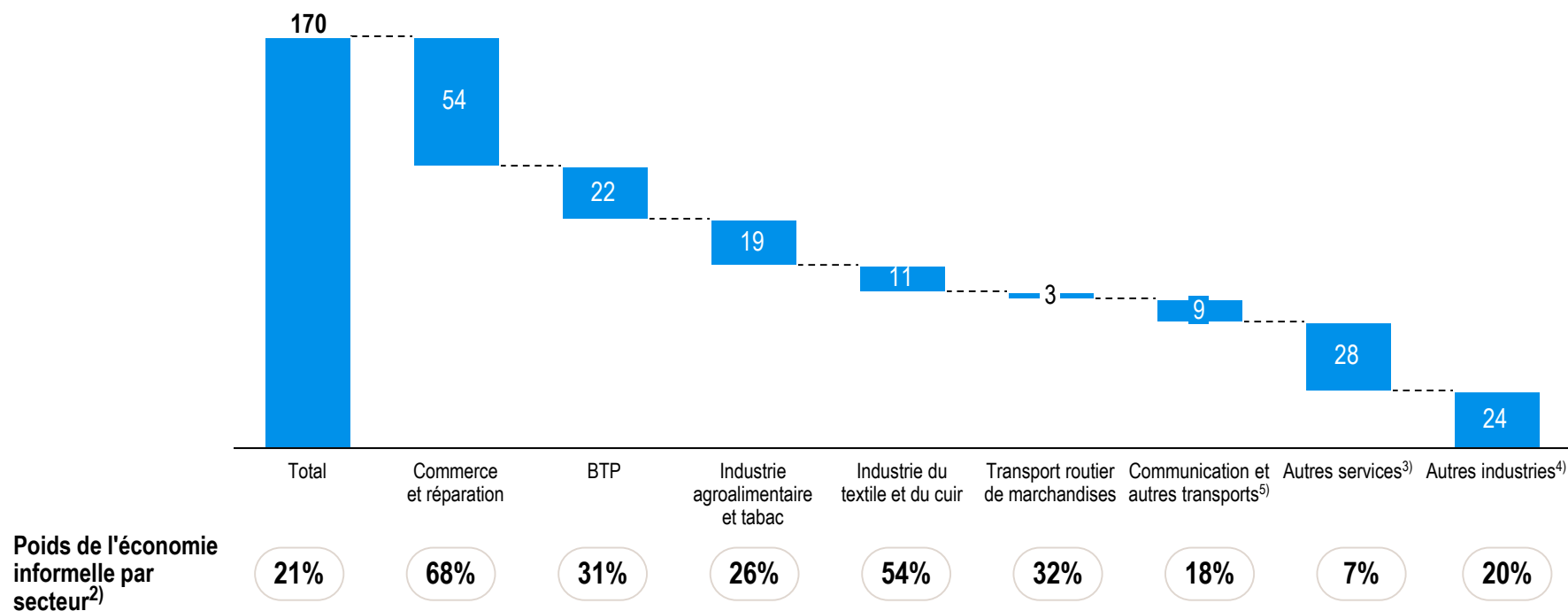
Poids de l'économie informelle dans les importations [2014; Mds MAD]



1) Composé de la VA UPIs, la VA liée à la sous déclaration de CA et la VA liée à la substitution de 83% de la contrebande par de la production locale (90% pour les IAA, 80% pour l'Industrie du textile et du cuir et les autres industries)
 2) Composé du manque à gagner sur les droits de douane (contrebande et sous-facturation à l'import) et de TVA (UPIs ; contrebande ; sous déclaration de CA ; sous-facturation à l'import)
 3) Composé de la VA hors secteur primaire et des impôts sur les produits nets de subventions
 4) Composé de la quote-part de la contrebande substituée par des importations (17%)

L'économie informelle impacte de manière variable les secteurs d'activités

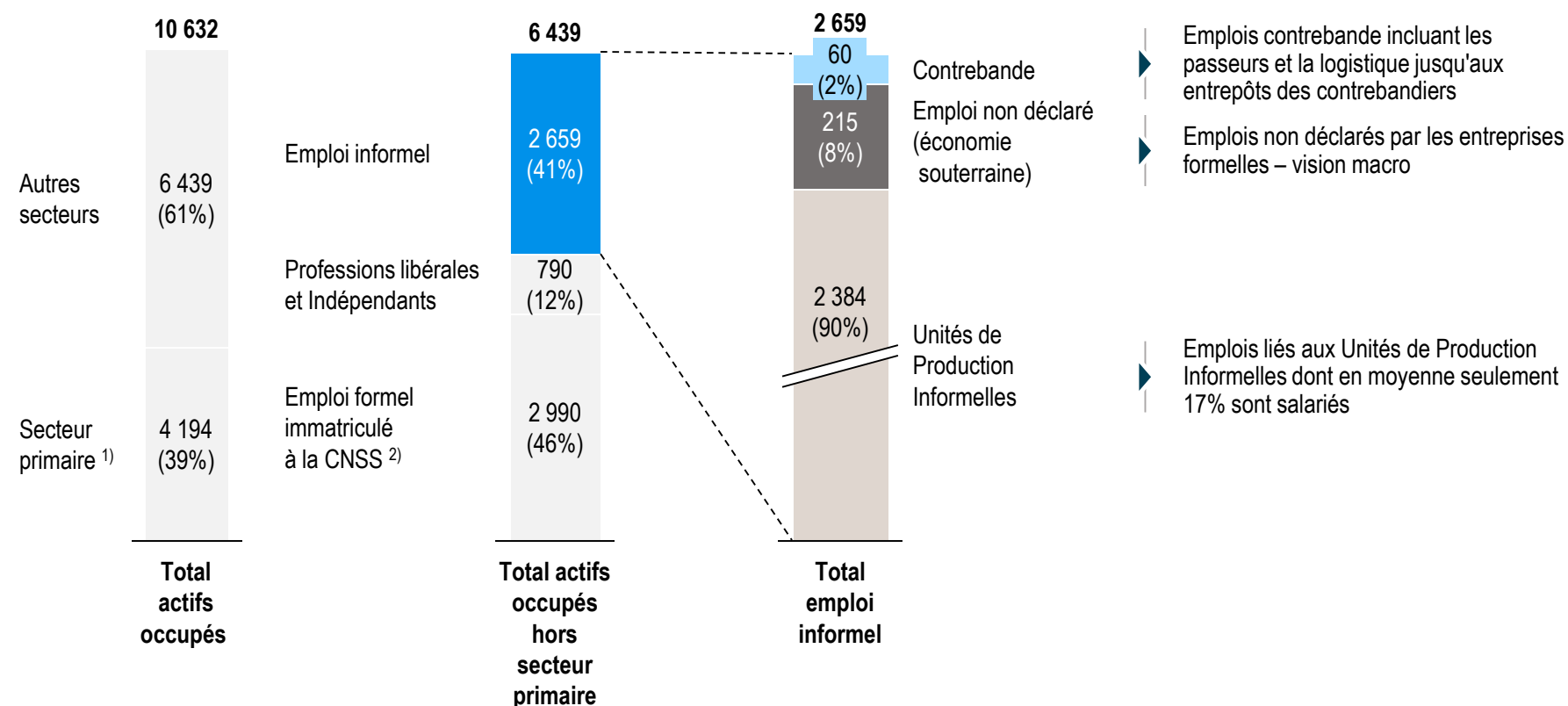
Décomposition du PIB de l'économie informelle¹⁾ par secteur d'activité [2014 ; hors secteur primaire; Mds MAD]



1) Le poids de la contrefaçon est comptabilisé dans la contrebande et les UPIs 2) en fonction du % du PIB sectoriel i.e Valeur ajoutée du secteur + Impôts nets des subventions du secteur
 3) Restauration; Hôtellerie; Services personnels; Autres services 4) Travail de bois et fabrication d'articles en bois; Fabrication de produits minéraux non métalliques et travail des métaux; Industrie du papier et du carton; Edition, imprimerie et reproduction; Industrie du caoutchouc et du plastique; Métallurgie, Industrie chimique, ... 5) Transport International Routier; Transport de personne; Messagerie;...

Les 2,99 M d'emplois dans le formel sont menacés par l'informel.

Répartitions des actifs occupés ['000 ; hors secteur primaire; 2014]



1) Source CNSS – hors artisans et commerçants

2) y.c emplois non permanents

L'économie informelle crée un manque à gagner pour l'Etat, impacte les entreprises marocaines, consommateurs finaux et la qualité de l'emploi

1 Impacts pour l'Etat

- > **Manque à gagner fiscal** (IS, TVA et Droits de douane)
- > **Manque à gagner sur le volet cotisations sociales**

2 Impacts pour les entreprises marocaines

- > **Gap de compétitivité prix**
- > **Pression négative sur les prix** de marché
- > **Perte de chiffre d'affaires**
- > **Manque de création de valeur** pour l'économie dans son ensemble

Impacts de l'économie informelle

- > **Impact positif sur le pouvoir d'achat**
- > Néanmoins, **risques importants** :
 - règles d'hygiène non respectées (chaîne de froid, règles de sécurité alimentaire...)
 - Marchandises de moins bonnes qualités (contrefaçons, non respect des normes, ...)

- > **Pénibilité, précarité et instabilité** de l'emploi
- > **Absence d'avantages sociaux** (retraite, sécurité sociale, ...)
- > **Salaire moyen faible**

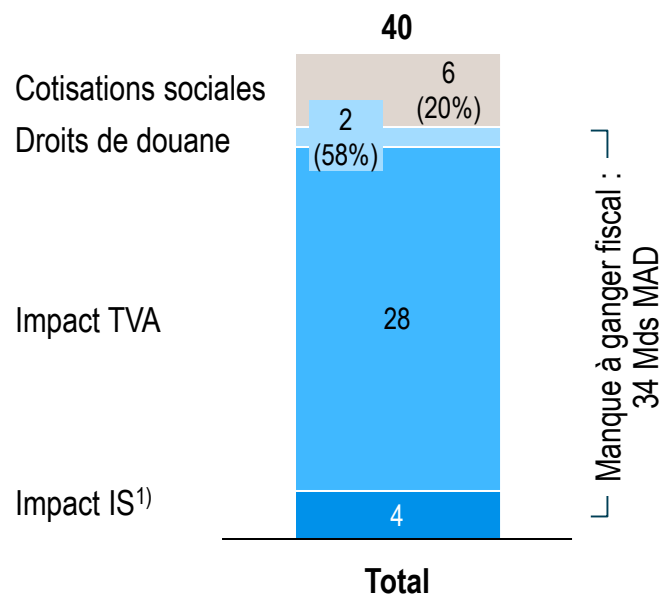
4 Impacts pour les consommateurs finaux

3 Impacts pour les employés

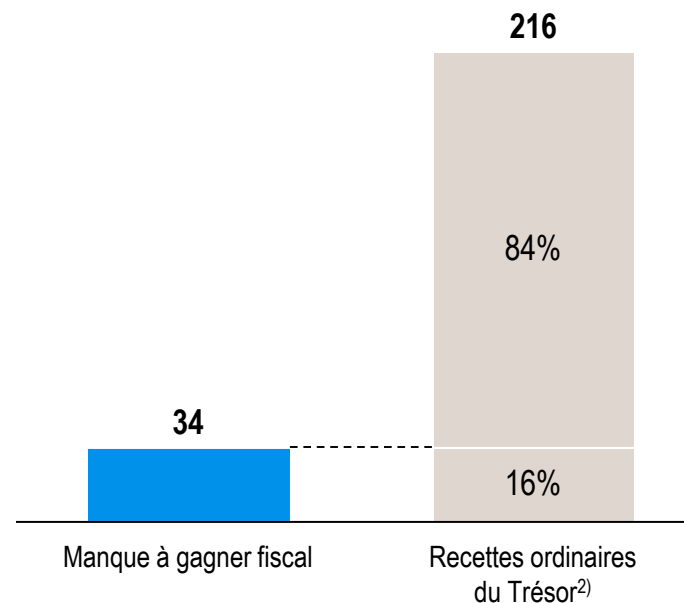
L'économie informelle recèle un gisement annuel estimé à près de 40 Mds MAD

Manque à gagner pour l'Etat par type d'informel [Mds MAD; 2014]

Décomposition du manque à gagner fiscal / cotisations sociales [2014]



Poids du manque à gagner fiscal par rapport aux recettes ordinaires du trésor [2014]

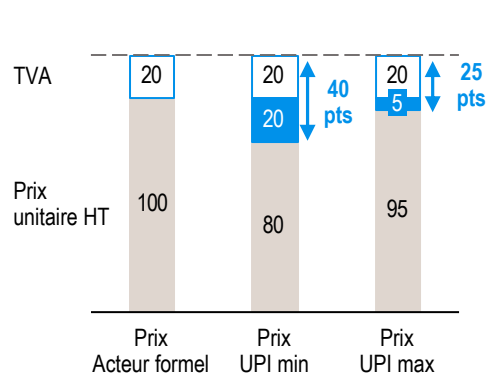


1) Impact IS estimé sur la base d'un ratio de 3% de la valeur ajoutée informelle vs. plus de 6% pour le ratio IS/VA pour l'économie formelle

Le non paiement des impôts et charges contribue à la création de leviers de rentabilité supérieurs pour les acteurs informels engendrant un gap de compétitivité prix important

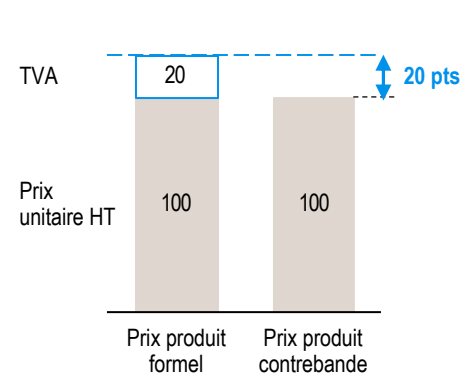
Analyse des gaps de compétitivité par typologie d'informel

UPIs



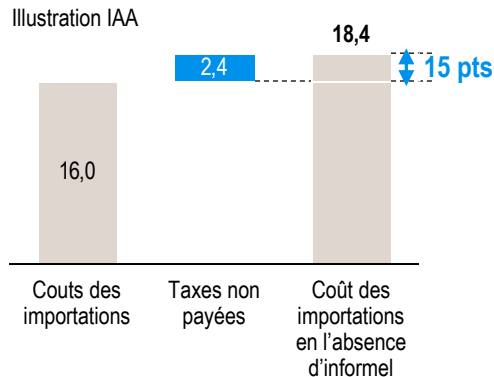
- > **Gap de compétitivité de 25 à 40 pts** entre un acteur formel et informel (toutes choses égales par ailleurs) :
- **non-paiement des impôts et charges**; notamment de la TVA
- Faiblesse des **charges d'exploitation "variabilisées"**
- **Faible respect de la réglementation**

Contrebande



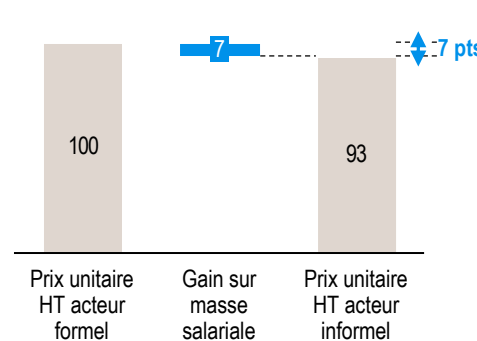
- > **Gap de compétitivité** sur les produits de contrebande de l'ordre de grandeur de la TVA appliquée sur les produits formels

Economie souterraine – Sous facturation à l'import



- > **Gap de compétitivité minimum de 15 pts** pour les importateurs "informels" de 15 pts (toutes choses égales par ailleurs), expliqué par le non paiement des droits de douane et taxes à l'importation

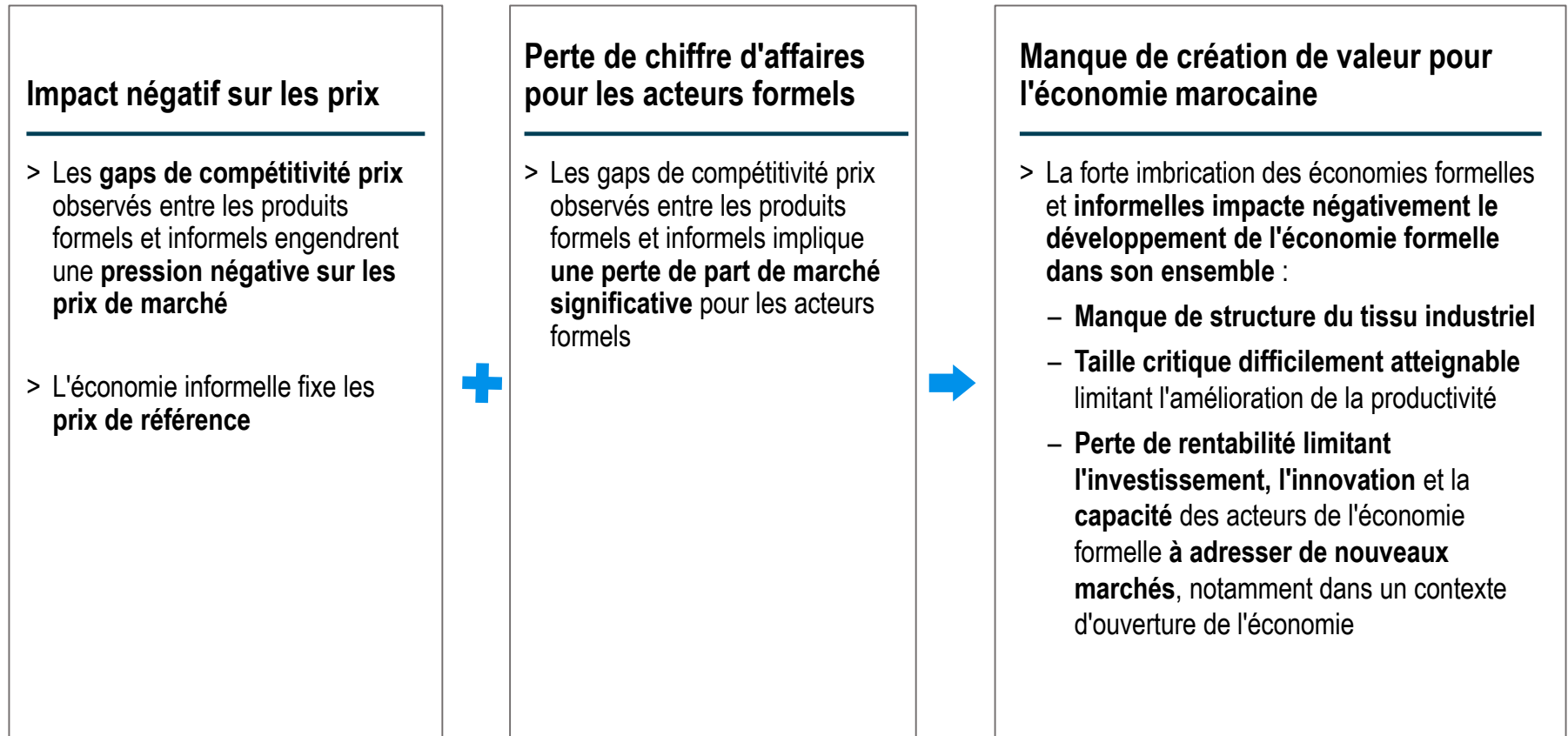
Economie souterraine – Non déclaration des employés



- > **Gap de compétitivité** pouvant aller jusqu'à 7 pts du prix de vente engendré par le non paiement des charges sociales (Toutes choses égales par ailleurs)

Le gap de compétitivité se traduit par une pression sur les prix, une perte de part de marché et un manque de création de valeur

Impacts de l'économie informelle sur les entreprises marocaines et l'économie formelle dans son ensemble









4. Principales conclusions du benchmark



الإتحاد العام لمقاولات المغرب
+ⴰⵎⴰⵔⴰⵏ ⴰⵎⴰⵔⴰⵏ ⴰⵎⴰⵔⴰⵏ ⴰⵎⴰⵔⴰⵏ
Confédération Générale des Entreprises du Maroc

Plusieurs mesures phares ont été identifiées dans les pays confrontés aux enjeux de l'Informel

	Chili 	Turquie 	Autres mesures phares
UPI 	<ul style="list-style-type: none"> > Simplification du statut juridique et du régime fiscal pour les micro-entreprises > Campagne de sensibilisation sur les avantages de la sécurité sociale > Développement d'offres financières accompagnant la transition vers le formel 	<ul style="list-style-type: none"> > Simplification des démarches administratives et fiscales pour les TPE / PME > Subventions pour la création d'entreprise 	<ul style="list-style-type: none"> > Introduction du contrat de travail saisonnier comme alternative à l'emploi informel (Bulgarie) > Facilitation de l'accès au crédit (Rwanda)
Economie souterraine 	<ul style="list-style-type: none"> > Allègement de la fiscalité sur l'emploi (réduction de la part patronale aux cotisations sociales pour un CDI) 	<ul style="list-style-type: none"> > Réduction des cotisations sociales des employeurs et rémunération des salariés sur un compte obligatoire > Mise en place de Bases de données partagées entre les administrations et développement d'un système de déclaration permettant une meilleure traçabilité 	<ul style="list-style-type: none"> > Flexibilisation du contrat de travail (Slovaquie) > Incentive sous la forme d'exonération de cotisations de sécurité sociale pour la 1ère année d'un employé déclaré (Montenegro) > Mise en place de notifications d'alertes pour les entreprises déclarant un CA nettement inférieur à la moyenne sectorielle x régionale (Estonie)
Contrebande 	<ul style="list-style-type: none"> > Elaboration de régimes spéciaux pour l'allègement de la TVA > Création d'unités de contrôle spécialisées (pour affaiblir les flux et sanctionner) et renforcement des contrôles terrains 	<ul style="list-style-type: none"> > Réduction du taux de TVA dans plusieurs secteurs d'activités > Augmentation de l'accessibilité des données douanières (centre d'appel et portail en ligne) 	<ul style="list-style-type: none"> > -
Mesures transverses 	<ul style="list-style-type: none"> > Renforcement de la coopération entre acteurs publics et privés pour lutter contre l'Informel > Plan anti-corruption dans les administrations publics 	<ul style="list-style-type: none"> > Renforcement du système d'audit des entreprises > Plan de lutte contre la corruption 	<ul style="list-style-type: none"> > Promotion du paiement mobile pour une économie "0 cash" (Inde)
Impact sur 10 ans	<div style="background-color: #0070C0; color: white; padding: 10px; text-align: center;"> Baisse de 10% du poids de l'Informel </div>	<div style="background-color: #0070C0; color: white; padding: 10px; text-align: center;"> Baisse de 20% du poids de l'Informel </div>	

5. Recommandation de Plan d'actions



الإتحاد العام لمقاولات المغرب
+Eo +eCo+eK+ | +EΘΘH+ΞE | ΗΕΥΟΞΘ
Confédération Générale des Entreprises du Maroc



Le plan d'action s'articule autour de 4 chantiers prioritaires et 2 leviers transverses, sélectionnés par les membres du comité de pilotage

Chantiers
Prioritaires

1. Renforcement de l'attractivité du Formel via une meilleure compétitivité des Entreprises

- > Réduire le **gap de compétitivité fiscal** entre Formel et Informel (allègement de la fiscalité sur le travail et les outils de production,...)
- > **Simplifier la TVA** (Consommation vs. Production)
- > **Augmenter les droits de douane** sur l'importation de **produits finis** (Textile notamment)

2. Accompagnement dans l'intégration des UPI à l'économie formelle

- > Développer un **cadre réglementaire spécifique et incitatif** pour les UPI
- > Accompagner le basculement des UPI vers le Formel à travers un appui à l'**accès au marché** et le **renforcement de leurs capacités**

3. Lutte contre les leviers de l'économie souterraine

- > Intégrer la **CGEM/ Fédérations** dans le processus de **détection des Fraudes**
- > **Etablir des référentiels** en impliquant le **secteur privé** (prix de référence vs. prix de revient,...)

4. Assèchement de la contrebande

- > Créer les conditions de **transfert de la main d'œuvre de contrebande** à l'emploi productif formel
- > **Renforcer les contrôles** sur tous les fronts de la **contrebande**

Leviers
transverses

5. Education et Formation

- > **Sensibiliser les consommateurs** aux méfaits de l'économie informelle
- > **Mettre en place un espace d'e-learning** pour faciliter l'adaptation aux pratiques formelles et opérations comptables
- > Lancer des programmes de **formation** et mettre à disposition des **outils comptables simplifiés**
- > **Promouvoir l'emploi formel** et ses avantages

6. Lutte contre la corruption

- > **Digitaliser** et numériser les services publics
- > Baisser les plafonds du **paiement cash** autorisés

Membres du Comité de Pilotage qui a mené l'étude

- M. Mohammed Fikrat, Président de la Commission Investissement, Compétitivité et Compensation industrielle
- M. Faïçal Mekouar, Vice-Président Général
- M. Hakim Marrakchi, Vice-Président de la CGEM et Président de la commission CGEM-International
- Mme Nouzha Taariji Marrakchi, Vice-présidente de la Commission Investissement, Compétitivité et Compensation industrielle
- M. Karim Tazi, Président de l'AMITH
- M. Adil Zaidi, Président de la commission Dynamique régionale
- M. Abdelkader Boukhriss, Président de la commission Fiscalité et réglementation de changes
- M. Mustapha Miftah, Directeur de la FNBTP
- M. Bachir Rachdi, Président de la commission Ethique et bonne gouvernance